



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMARIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 41 125:

Aprova, para ratificação, o Acordo sobre a protecção dos vegetais na região do Sudeste da Ásia e do Pacífico, assinado em Roma a 2 de Julho de 1956.

Avisos:

Tornam público terem sido depositados os instrumentos de ratificação por parte das Repúblicas de S. Salvador, da Nicarágua e Dominicana de vários actos da Convenção Postal Internacional, assinados em Bruxelas em 11 de Julho de 1952.

Aviso:

Torna público ter sido depositado o instrumento de adesão por parte da República Federal da Alemanha ao Protocolo de modificação da Convenção, assinada em Paris em 22 de Novembro de 1928, relativa às exposições internacionais, assinado, também em Paris, em 10 de Maio de 1948.

Ministério das Obras Públicas:

Declaração:

Transfere uma verba dentro do capítulo 5.º do orçamento do Ministério.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 125

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo sobre a protecção dos vegetais na região do Sudeste da Ásia e do Pacífico, assinado em Roma a 2 de Julho de 1956, cujos textos, em francês e respectiva tradução, são anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 23 de Maio de 1957. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — Marcello Caetano — *Fernando dos Santos Costa* — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique

Les Parties contractantes, désireuses d'empêcher, par une action concertée, l'introduction et la propagation de maladies et d'ennemis des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, ont conclu l'accord ci-après, que constitue, dans le cadre de la Convention internationale pour la protection des végétaux de 1951, un accord complémentaire au sens de l'article III de ladite Convention:

ARTICLE PREMIER

Définitions

Aux fins du présent Accord et des annexes audit Accord, les termes ci-après, sauf indication contraire, s'entendent comme suit:

a) La région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique (ci-après dénommée «la Région») comprend les territoires de la région de l'Asie du Sud-Est situés à l'est de la frontière occidentale du Pakistan et au sud de l'Himalaya, de la frontière méridionale de la Chine et de la frontière septentrionale des Philippines, ainsi que tous les territoires situés dans l'océan Pacifique, la mer de Chine méridionale et l'océan Indien et compris entièrement ou en partie dans la zone délimitée par 100° de longitude est et 165° de longitude ouest et par 15° de latitude nord et 20° de latitude sud, à l'exclusion toutefois de l'Australie;

b) Le terme «végétaux» désigne les végétaux de toutes sortes ou parties de ces végétaux morts ou vivants (tiges, branches, tubercules, bulbes, oignons, souches, rameaux portant des yeux, boutures, marcottes, greffons, rejets, racines, feuilles, fleurs, fruits, graines, etc.);

c) Le terme «territoire» désigne un Etat ou territoire compris dans la région définie ci-dessus en a);

d) L'expression «l'Organisation» désigne l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture;

e) Le terme «le Comité» désigne le Comité phytosanitaire pour la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, créé conformément aux dispositions de l'article II du présent Accord.

ARTICLE II

Comité régional

1. Les Parties contractantes créent par le présent Accord un comité régional désigné sous le nom de Comité phytosanitaire pour la région de l'Asie du Sud-

Est et du Pacifique et qui aura entre autres pour fonctions de:

a) Déterminer les procédures et les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'Accord et faire aux Etats contractants des recommandations appropriées;

b) Examiner les rapports des Etats contractants sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du présent Accord;

c) Étudier les problèmes qui exigent une coopération sur le plan régional et les mesures d'assistance réciproque.

2. Tous les Etats contractants sont représentés au sein du Comité et disposent chacun d'une voix. Le quorum est constitué par la majorité des Etats contractants. Sauf dans les cas où le présent Accord en dispose autrement, les décisions du Comité sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

3. Le Comité se réunit sur convocation du directeur général de l'Organisation qui consulte au préalable le président du Comité. Le directeur général de l'Organisation réunit le Comité au moins une fois tous les deux ans, ou à la demande d'un tiers au moins des Etats contractants.

4. Le Comité élit parmi les délégués un président dont le mandat a une durée de deux ans ou prend fin à la première session du Comité suivant l'expiration de cette période de deux ans. Le président est rééligible.

5. Les dépenses encourues par les délégués des Etats contractants pour suivre les travaux du Comité sont déterminées et payées par leurs gouvernements respectifs. L'Organisation assure le Secrétariat du Comité, qui est constitué par des membres du personnel de l'Organisation désignés par le directeur général et qui ne fournissent leurs services que pendant les sessions du Comité. Les dépenses afférentes au Secrétariat du Comité sont fixées et payées par l'Organisation.

6. Le Comité arrête son propre règlement intérieur.

ARTICLE III

Mesures applicables aux importations de végétaux en provenance de territoires situés hors de la Région

Afin d'empêcher l'introduction dans son ou ses territoires de maladies et d'ennemis des végétaux et, en particulier, de ceux qui sont énumérés à l'Annexe A au présent Accord, chaque Etat contractant s'engage à faire de son mieux pour appliquer à l'importation des végétaux de leurs emballages et récipients, et des emballages et récipients d'origine végétale, quel que soit le lieu extérieur à la Région d'où ils proviennent, les mesures d'interdiction, de certification, d'inspection, de désinfection, de désinfestation, de quarantaine, de destruction ou autres que le Comité estimera nécessaire d'appliquer, compte tenu des dispositions des articles v et vi de la Convention internationale pour la protection des végétaux. L'Annexe A au présent Accord peut être modifiée par une décision du Comité.

ARTICLE IV

Mesures visant à empêcher l'introduction dans la Région de la flétrissure sud-américaine des feuilles de l'hévéa

Vu l'importance de la production du caoutchou (hévéa) dans la Région et des risques d'introduction de la flétrissure sud-américaine *Dactyloides ulmi* des feuilles de l'hévéa, les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures énumérées à l'Annexe B au

présent Accord. L'Annexe B audit Accord peut être modifiée par une décision du Comité prise à l'unanimité.

ARTICLE V

Mesures concernant la circulation des végétaux à l'intérieur de la Région

Afin d'empêcher la propagation, à l'intérieur de la Région, de maladies et d'ennemis des végétaux, chaque Etat contractant s'engage à faire de son mieux pour appliquer à l'importation sur son territoire des végétaux, de leurs emballages et récipients, et des emballages et récipients d'origine végétale, en provenance d'un autre territoire de la Région, les mesures d'interdiction, de certification, d'inspection, de désinfection, de désinfestation, de quarantaine, de destruction et autres que le Comité estimera nécessaire d'appliquer, en plus des mesures déjà adoptées par chaque Etat contractant.

ARTICLE VI

Exemption générale

Le présent Accord ne s'applique pas aux végétaux et produits végétaux suivants, à moins que lesdits végétaux et produits végétaux ne soient assujettis à des mesures de contrôle spéciales prévues audit Accord ou recommandées par le Comité:

a) Végétaux importés pour servir à l'alimentation humaine ou pour être analysés à des fins médicales ou traités;

b) Semences de plantes de grande culture ou de légumes annuels ou bisannuels et semences ou fleurs coupées de plantes ornementales essentiellement herbacées, annuelles, bisannuelles ou vivaces; et

c) Produits végétaux traités.

ARTICLE VII

Règlement des différends

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application du présent Accord, ou encore sur les mesures prises par un Etat contractant en vertu du présent Accord, et au cas où ce différend ne peut être réglé par le Comité, l'Etat ou les Etats intéressés peuvent demander au directeur général de l'Organisation de désigner un Comité d'experts chargé d'examiner le différend.

ARTICLE VIII

Droits et obligations des Etats contractants non Parties à la Convention internationale pour la protection des végétaux

Aucune des dispositions de la Convention internationale pour la protection des végétaux n'affecte les droits et obligations des Etats contractants qui ne sont pas parties à ladite Convention.

ARTICLE IX

Amendements

1. Les propositions des Etats contractants visant à amender l'Accord, à l'exception de celles qui concernent les annexes A et B, sont transmises au directeur général de l'Organisation par l'intermédiaire du Comité.

2. Les propositions des Etats contractants visant à amender le présent Accord et transmises au directeur général de l'Organisation sont soumises à l'approbation du Conseil de l'Organisation.

3. Le directeur général de l'Organisation fait connaître aux Etats contractants les propositions visant à amender le présent Accord au plus tard au moment de l'envoi de l'ordre du jour de la session du Conseil où la question doit être examinée.

4. Les amendements au présent Accord, approuvés par le Conseil de l'Organisation, entrent en vigueur en ce qui concerne les Etats contractants trente jours après leur acceptation par les deux tiers des Etats contractants. Les amendements qui imposent de nouvelles obligations aux Etats contractants ne lient chaque Etat contractant qu'après avoir été acceptée par celui-ci à compter du trentième jour suivant cette acceptation.

5. Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du directeur général de l'Organisation. La date effective de l'acceptation est celle dudit dépôt. Le directeur général de l'Organisation informe tous les Etats contractants de ce dépôt et de l'entrée en vigueur desdits amendements.

ARTICLE X

Signature et adhésion

1. Le gouvernement de tout Etat situé dans la Région, ou tout gouvernement chargé des relations internationales d'un ou de plusieurs territoires situés dans la Région, peut devenir partie au présent Accord, soit:

- a) par signature,
- b) par signature *ad referendum*, dûment suivie de ratification, ou encore
- c) par adhésion.

Les gouvernements ne peuvent formuler de réserves lors de la signature ou de la ratification du présent Accord ou de leur adhésion audit Accord.

2. Le présent Accord, dont le Conseil de l'Organisation a approuvé le texte le 26 novembre 1955, est ouvert à la signature jusqu'au 30 juin 1956, ou jusqu'à la date de son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XI, si cette date est postérieure. Le directeur général de l'Organisation informera immédiatement tous les gouvernements signataires de la signature de l'Accord par un autre gouvernement. La ratification s'effectuera par le dépôt de l'instrument de ratification auprès du directeur général de l'Organisation et prendra effet à la date de ce dépôt.

3. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion à dater du 1^{er} juillet 1956, ou à compter de la date de son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XI, si cette date est postérieure. L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du directeur général de l'Organisation et prend effet à la date de ce dépôt.

4. Le directeur général de l'Organisation informe immédiatement tous les gouvernements signataires et adhérents du dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE XI

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur lorsque trois Etats y seront devenus parties soit par signature, soit par signature *ad referendum* dûment suivie de ratification.

2. Le directeur général de l'Organisation informera tous les Etats signataires de la date à laquelle le présent Accord entrera en vigueur.

ARTICLE XII

Dénonciation et suspension

1. Chacun des Etats contractants peut à tout moment, à l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle il est devenu partie à l'Accord ou, si l'Accord n'est entré en vigueur qu'à une date ultérieure, à compter de cette dernière, dénoncer le présent Accord par notification adressée au directeur général de l'Organisation qui en informera immédiatement tous les Etats signataires ou adhérents.

2. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la date à laquelle le directeur général de l'Organisation en aura reçu notification.

3. Le présent Accord prendra automatiquement fin dans le cas où, à la suite de dénonciation, le nombre des parties sera tombé à moins de trois.

ANNEXE A

Liste des maladies et ennemis des végétaux non encore établis dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique

Cacaoyer (*Theobroma cacao*)

	Répartition connue
<i>Sahlbergella singularis</i> Hagl. (Cap-sidé)	Afrique occidentale et Congo belge.
<i>Distantiella theobroma</i> Dist (Cap-sidé)	Afrique occidentale et Congo belge.
<i>Marasmius perniciosus</i> Stahel (Balai de sorcière)	Antilles et Amérique du Sud.
<i>Monilia roreri</i> Cif. (Pourriture des cabosses)	Amérique du Sud.
<i>Trachysphaera fructigena</i> Tabord et Bunting (Pourriture des cabosses)	Afrique.
<i>Virus Swollen shoot</i> (Hypertrophie du bourgeon)	Afrique occidentale.
Maladies à virus	Trinité.

Citrus (*Citrus* spp.)

<i>Anastrepha</i> spp., spécialement <i>A. ludens</i> (Loew) (Mouche mexicaine des fruits)	Amérique centrale.
<i>Deuterophoma tracheiphila</i> Petri (Mal secco)	Bassin méditerranéen.

Cocotier (*Cocos nucifera*)

<i>Pachymerus nucleorum</i> (F.) (Bruchidé)	Nouveau Monde.
<i>Theraptus</i> sp. (Coréidé)	Afrique orientale et Zanzibar.
<i>Aphelenchoides cocophilus</i> (Gobb.) Goodey Red ring disease (Anneau rouge)	Antilles.

Café (*Coffea* spp.)

<i>Antestia</i> spp. (Pentatomidé)	Afrique.
<i>Leucoptera coffeella</i> (Guer) (Mineuse blanche de la feuille du caféier)	Nouveau Monde et Afrique.
<i>Planococcus Kenyae</i> (Le Pelley) (Cochenille farineuse)	Afrique orientale et Afrique occidentale.
<i>Omphalia flavida</i> Maubl. et Rangel (Stilbose)	Mexique, E. U. A., Antilles, Amérique centrale et Amérique du Sud.
<i>Trachysphaera fructigena</i> Tabord et Bunting (Pourriture des baies)	Afrique.

Cotonnier (*Gossypium* spp.)

<i>Anthonomus grandis</i> Boh. (Charançon de la capsule)	Antilles, Mexique, Amérique centrale, Venezuela et E. U. A.
<i>Anthonomus</i> spp. (Charançon de la capsule)	Nouveau Monde.
<i>Diparopsis</i> spp. (Ver rouge de la capsule)	Afrique.
<i>Phymatotrichum omnivorum</i> (Shear) Duggar (Maladie du Texas)	Mexique et E. U. A.
Virus (Frisolée)	Afrique.

Hévéa (*Hevea brasiliensis*)

<i>Dothidella ulei</i> P. Henn. (Flétrissure sud-américaine des feuilles)	Mexique, Amérique centrale, Trinité et Amérique du Sud.
<i>Pollicularia filamentosa</i> (Pat.) Rogers (Taches foliaires discoïdes)	Amérique centrale et Amérique du Sud.

Maïs (*Zea mays*)

<i>Diatraea</i> spp. (Chenille mineuse de la tige)	Sud des Etats-Unis, Mexique, Antilles, Amérique centrale et Amérique du Sud.
<i>Puccinia polysora</i> Underw (Rouille)	Afrique, Mexique, E. U. A., Amérique centrale, Antilles et Amérique du Sud.

Palmier à huile (*Elaeis guineensis*)

<i>Pachymerus lacerdae</i> (Chevr.) (Bruchidé)	Nigeria.
<i>Pachymerus nucleorum</i> (F.) (Bruchidé)	Nouveau Monde.
<i>Pimelephila ghesquierii</i> Tams. (Pyralidé)	Afrique occidentale.
<i>Fusarium oxysporum</i> (Fusariose)	Afrique occidentale.

Pommes de terre (*Solanum tuberosum*)

<i>Leptinotarsa decemlineata</i> Say (Doryphore)	Nouveau Monde et Europe.
<i>Corynebacterium sepedonicum</i> (Flétrissement bactérien)	Nouveau Monde et Europe.

Riz (*Oryza sativa*)

<i>Diatraea</i> spp. (Chenille mineuse de la tige)	Sud des Etats-Unis, Mexique, Antilles, Amérique centrale et Amérique du Sud.
<i>Mormidea</i> spp., spécialement <i>M. Poscila</i> Dall (Pantatomidés)	Amérique centrale et Amérique du Sud.
Virus (Virus nanisant du riz)	Japon.

Canne à sucre (*Saccharum* spp.)

<i>Diatraea</i> spp., spécialement <i>D. sacchara</i> (F.) (Chenille mineuse de la tige)	Sud des Etats-Unis, Mexique, Antilles, Amérique centrale et Amérique du Sud.
<i>Dermolepida</i> spp. (Ver blanc)	Queensland.
<i>Clemora smithi</i> (Arr.) (Ver blanc)	Ile Maurice.

Patate (*Ipomaea batatas*)

Virus (Subérfication interne)	Etats-Unis.
---	-------------

(Cette liste est provisoire et sujette à revision par le Comité régional).

ANNEXE B

**Mesures tendant à empêcher l'introduction
dans la Région de la flétrissure sud-américaine
des feuilles de l'hévéa**

1. Dans la présente annexe:

a) l'expression «Amérique tropicale» désigne la partie du continent américain, y compris les îles adjacentes, délimitée par le tropique du Capricorne (23,5° de latitude sud) et le tropique du Cancer (23,5° de latitude nord), d'une part, et par 30° de longitude ouest et 120° de longitude ouest, d'autre part, ainsi que la partie du Mexique située au nord du tropique du Cancer;

b) l'expression «autorité compétente» désigne le fonctionnaire, le service gouvernemental ou tout autre organisme reconnu par chaque Etat contractant comme qualifié aux fins de la présente annexe.

2. Chaque Etat contractant prendra les mesures législatives nécessaires pour interdire l'importation dans son ou ses territoires des végétaux genre *Hevea* en provenance de territoires situés hors de la Région, à moins:

a) que l'importation ne soit effectuée à des fins scientifiques et

b) qu'une autorisation n'ait été accordée par écrit pour chaque envoi de végétaux par l'autorité compétente du ou des territoires importateurs et que l'importation ne satisfasse aux conditions spéciales que l'autorité compétente peut avoir imposées en accordant ladite autorisation; et

c) que les végétaux n'aient été, dans le pays d'origine, désinfectés et débarrassés de toute trace de leur sol initial, suivant une méthode jugée satisfaisante par l'autorité compétente du pays importateur, et ne soient exempts de parasites et de maladies, et que chaque envoi de végétaux ne soit accompagné ou ne fasse l'objet d'un certificat attestant que les formalités ci-dessus ont été accomplies, et signé par une autorité compétente du pays d'origine, et

d) que chaque envoi ne soit adressé et remis à l'autorité compétente du territoire importateur.

3. Chaque Etat contractant s'engage à prendre les mesures législatives nécessaires pour interdire l'importation dans son ou ses territoires des végétaux du genre *Hevea* susceptibles d'être cultivés ou multipliés (à l'exclusion des semences), en provenance de l'Amérique tropicale ou de tout autre pays où sévit la flétrissure sud-américaine des feuilles (*Dothidella ulei*), à moins que, sans préjudice de l'observation des dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe, ces végétaux n'aient été cultivés pendant une période suffisante dans une station pour la quarantaine de l'hévéa, en un lieu approuvé par l'autorité compétente du territoire importateur et situé hors de la Région et hors de l'Amérique tropicale ou de tout autre pays où sévit la flétrissure sud-américaine des feuilles (*Dothidella ulei*), et que chaque envoi desdits végétaux ne soit accompagné ou ne fasse l'objet d'un certificat attestant que les formalités ci-dessus ont été accomplies, et signé par le directeur de la dite station de quarantaine.

4. Chaque Etat contractant s'engage à prendre les mesures législatives nécessaires pour empêcher l'importation dans son ou ses territoires des semences de tout végétal du genre *Hevea* en provenance de l'Amérique tropicale ou de tout autre pays où sévit la flétrissure sud-américaine des feuilles (*Dothidella ulei*), à moins que, sans préjudice de l'observation des dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe, lesdites semences n'aient été replacées dans d'autres emballages et récipients, après avoir été examinées et soumises à une nouvelle désinfection en un lieu approuvé par l'autorité

compétente du territoire importateur et situé hors de la Région et hors de l'Amérique tropicale ou de tout autre pays où sévit la flétrissure sud-américaine des feuilles (*Dothidella ulei*), et à moins que chaque envoi de semences ne soit accompagné ou ne fasse l'objet d'un certificat attestant que les formalités ci-dessus ont été accomplies, et signé par un fonctionnaire responsable de ces opérations.

5. Chaque Etat contractant prendra les mesures législatives nécessaires pour empêcher l'importation dans son ou ses territoires des végétaux du genre *Hevea* non susceptibles d'être cultivés ou multipliés (tels que spécimens frais ou spécimens d'herbiers), à moins que, sans préjudice de l'observation des dispositions des alinéas a), b) et d) du paragraphe 2 de la présente annexe, l'autorité compétente du territoire importateur n'ait acquis l'assurance que ces végétaux sont nécessaires à des fins spéciales et légitimes et que lesdits végétaux n'aient été stérilisés dans le pays d'origine suivant une méthode jugée satisfaisante par ladite autorité compétente.

6. Chaque Etat contractant prendra les mesures législatives nécessaires pour empêcher l'importation dans son ou ses territoires des végétaux autres que ceux du genre *Hevea*, susceptibles d'être cultivés ou multipliés, et en provenance d'Amérique tropicale ou de tout autre pays où sévit la flétrissure sud-américaine des feuilles (*Dothidella ulei*), à moins qu'une autorisation par écrit n'ait été accordée pour chaque envoi de tels végétaux par l'autorité compétente du ou des territoires importateurs et que l'importation ne satisfasse aux conditions spéciales que l'autorité compétente peut avoir imposées en accordant ladite autorisation.

7. L'autorité compétente du ou des territoires où des végétaux du genre *Hevea* sont importés pour être cultivés ou multipliés fera en sorte que ces végétaux soient cultivés sous contrôle pendant une période suffisante pour s'assurer que lesdits végétaux sont exempts de parasites et maladies avant d'être remis en circulation.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord au nom de leurs gouvernements respectifs, aux dates indiquées en regard de leurs signatures.

Fait à Rome le vingt-septième jour de février mil neuf cent cinquante six en deux exemplaires, en langues anglaise, française et espagnole, chacun des textes faisant également foi. Le texte du présent Accord sera authentifié par le président du Conseil de l'Organisation et par le directeur général de l'Organisation. Après expiration de la période pendant laquelle l'Accord est ouvert à la signature, effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article x, l'un des exemplaires de l'Accord sera déposé auprès du secrétaire général des Nations Unies et l'autre aux archives de l'Organisation. D'autres exemplaires de ce texte seront certifiés par le directeur général de l'Organisation et remis à tous les Etats parties au présent Accord, avec indication de la date à laquelle il sera entré en vigueur.

**Liste des plénipotentiaires ayant signé l'Accord
sur la protection des végétaux
dans la région de l'Asie du sud-est et du Pacifique**

Australie:

27 février 1956:

D. P. MacGuire, C. B. E., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Ceylan:

27 février 1956:

Herbert A. J. Hulugalle, Envoyé extraordinaire et Ministre à Rome.

Royaume-Uni:

29 mars 1956 (ad référendum):

Sir Ashley Clarke, K. C. M. G., Ambassadeur à Rome.

Laos:

25 mai 1956 (ad référendum):

Thao Leuam, chargé d'affaires, a. i., de la Haute Représentation du Laos à Paris.

Pays-Bas:

25 juin 1956 (ad référendum):

H. N. Boon, Ambassadeur à Rome.

Indonésie:

28 juin 1956 (ad référendum):

Dr. Sutan M. Rasjid, Ambassadeur à Rome.

Portugal:

2 juillet 1956:

António Ferro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Viet-Nam:

2 juillet 1956:

Dr. Trân-Van-Dôn, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Inde:

2 juillet 1956:

John A. Thivy, Ambassadeur à Rome.

**Acordo sobre a protecção dos vegetais
na região do Sudeste da Ásia e do Pacífico**

As Partes Contratantes, desejosas de impedir, por meio duma acção concertada, a introdução e propagação de doenças e inimigos dos vegetais na região do Sudeste da Ásia e do Pacífico, concluíram o acordo seguinte, o qual constitui, no âmbito da Convenção internacional sobre a protecção dos vegetais de 1951, um acordo complementar em conformidade com o artigo III da dita Convenção.

ARTIGO I

Definições

No presente Acordo e seus anexos, os termos seguintes terão, salvo indicação em contrário, os significados que adiante se indicam:

a) A região do Sudeste da Ásia e do Pacífico (a seguir denominada «a Região») compreende os territórios da região do Sudeste da Ásia situados a leste da fronteira ocidental do Paquistão e ao sul do Himalaia, da fronteira meridional da China e da fronteira setentrional das Filipinas, assim como todos os territórios situados no oceano Pacífico, no mar da China meridional e no oceano Índico e compreendidos inteiramente ou em parte na zona delimitada por 100° de longitude leste e 165° de longitude oeste e por 15° de

latitude norte e 20° de latitude sul, com exclusão da Austrália.

b) O termo «vegetais» designa os vegetais de todas as espécies ou partes desses vegetais mortos ou vivos (caules, ramos, tubérculos, bolbos, cebolas, cepas, ramos com botões, estacas, mergulhões, enxertos, gomos, raízes, folhas, flores, frutos, sementes, etc.).

c) O termo «território» designa um Estado ou território compreendido na região definida na alínea a).

d) A expressão «a Organização» designa a Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura.

e) O termo «o Comité» designa o Comité Fitossanitário para a Região do Sudeste da Ásia e do Pacífico, criado em conformidade com as disposições do artigo II do presente Acordo.

ARTIGO II

Comité regional

1. As Partes Contratantes criam pelo presente Acordo um Comité regional designado pelo nome de Comité Fitossanitário para a Região do Sudeste da Ásia e do Pacífico, cujas funções compreenderão:

a) Determinar as fórmulas processuais e disposições necessárias para a aplicação do Acordo e para fazer recomendações apropriadas aos Estados Contratantes;

b) Examinar os relatórios dos Estados Contratantes sobre os progressos realizados na aplicação do presente Acordo;

c) Estudar os problemas que exigem cooperação de carácter regional e as medidas de assistência mútua.

2. Todos os Estados Contratantes estão representados no Comité e cada um deles dispõe dum voto. O quórum é constituído pela maioria dos Estados Contratantes. Salvo nos casos em que o presente Acordo dispuser o contrário, as decisões do Comité tomam-se por maioria de votos.

3. O Comité reúne-se por convocação do director-geral da Organização, que consulta previamente o presidente do Comité. O director-geral da Organização reúne o Comité pelo menos uma vez de dois em dois anos, ou a pedido de, pelo menos, um terço dos Estados Contratantes.

4. O Comité elege um presidente, dentre os delegados, cujo mandato tem a duração de dois anos ou termina na primeira sessão do Comité que se seguir à expiração desse período de dois anos. O presidente é reelegível.

5. As despesas dos delegados dos Estados Contratantes para assistir às reuniões dos Comités são pagas pelos respectivos Governos. A Organização assegurará o Secretariado do Comité, constituído por membros do pessoal da Organização, designados pelo director-geral para prestar serviço apenas durante as sessões do Comité. As despesas com o Secretariado do Comité são fixadas e pagas pela Organização.

6. Compete ao Comité elaborar o seu regulamento interno.

ARTIGO III

Medidas aplicáveis às importações de vegetais provenientes de territórios situados fora da Região

A fim de impedir a introdução no seu território ou territórios de doenças ou inimigos dos vegetais, e, em particular, os enumerados no Anexo A do presente Acordo, cada um dos Estados Contratantes compromete-se a fazer quanto lhe for possível para aplicar à importação de vegetais, suas embalagens e recipientes, e de embalagens e recipientes de origem vegetal, qualquer que seja o lugar não pertencente à Região donde

provenham, as medidas de proibição, certificação, inspecção, desinfecção, desinfestação, quarentena, destruição ou outras que o Comité considere necessário aplicar, tendo em conta as disposições dos artigos V e VI da Convenção internacional para a protecção dos vegetais. O Anexo A ao presente Acordo pode ser modificado por decisão do Comité.

ARTIGO IV

Medidas destinadas a impedir que se introduza a «*Dothidella ulei*» das folhas da hévea

Dada a importância da produção da borracha (hévea) na Região e dos riscos de introdução da doença *Dothidella ulei* das folhas da hévea, os Estados Contratantes comprometem-se a tomar as medidas enumeradas no Anexo B ao presente Acordo. O Anexo B ao dito Acordo pode ser modificado por decisão do Comité, tomada por unanimidade.

ARTIGO V

Medidas relativas à circulação dos vegetais no interior da Região

A fim de impedir a propagação, no interior da Região, de doenças e inimigos dos vegetais, cada um dos Estados Contratantes compromete-se a fazer quanto lhe for possível para aplicar à importação para o seu território dos vegetais, suas embalagens e recipientes, e das embalagens e recipientes de origem vegetal, provenientes doutro território da Região, as medidas de proibição, certificação, inspecção, desinfecção, desinfestação, quarentena, destruição e outras que o Comité considere necessário aplicar, além das medidas já adoptadas por cada um dos Estados Contratantes.

ARTIGO VI

Isenção geral

O presente Acordo não se aplica aos vegetais e produtos vegetais seguintes, a não ser que os mesmos estejam sujeitos a medidas de inspecção especiais previstas no dito Acordo ou recomendadas pelo Comité:

a) Vegetais importados para servir para alimentação humana ou para serem analisados, utilizados com fins medicinais ou industriais;

b) Sementes de plantas de grande cultura ou de legumes anuais ou bianuais e sementes ou flores cortadas de plantas ornamentais essencialmente herbáceas, anuais, bianuais ou vivazes; e

c) Produtos vegetais tratados.

ARTIGO VII

Solução dos litígios

No caso de divergência sobre a interpretação ou aplicação do presente Acordo, ou ainda sobre as medidas tomadas por qualquer Estado Contratante em consequência do presente Acordo, e caso essa divergência não possa ser resolvida pelo Comité, o Estado ou Estados interessados poderão pedir ao director-geral da Organização a nomeação de um Comité de peritos encarregado de examinar a questão.

ARTIGO VIII

Direitos e obrigações dos Estados Contratantes que não sejam Partes na Convenção internacional para a protecção dos vegetais

Nenhuma das disposições da Convenção internacional para a protecção dos vegetais afecta os direitos

e obrigações dos Estados Contratantes que não são Partes na dita Convenção.

ARTIGO IX

Emendas

1. As propostas dos Estados Contratantes destinadas a emendar o presente Acordo, com excepção das que dizem respeito aos Anexos A e B, são transmitidas ao director-geral da Organização por intermédio do Comité.

2. As propostas dos Estados Contratantes destinadas a emendar o presente Acordo e transmitidas ao director-geral da Organização são submetidas à aprovação do Conselho da Organização.

3. O director-geral da Organização comunicará aos Estados Contratantes as propostas destinadas a emendar o presente Acordo e mais tardar no momento de enviar a ordem do dia da sessão do Conselho em que a questão deve ser examinada.

4. Qualquer emenda a este Acordo, aprovada pelo Conselho da Organização, entrará em vigor, no que respeita a todos os Governos Contratantes, trinta dias depois da sua aceitação por dois terços dos Governos Contratantes. No entanto, as emendas que impliquem novas obrigações para os Governos Contratantes entrarão em vigor, relativamente a cada um deles, somente depois da comunicação da sua aceitação.

5. Os instrumentos de aceitação das emendas serão confiados ao director-geral da Organização. A data efectiva da aceitação é a do dito depósito. O director-geral da Organização informa todos os Estados Contratantes desse depósito e da entrada em vigor das ditas emendas.

ARTIGO X

Assinatura e adesão

1. O Governo de qualquer Estado situado na Região, ou qualquer Governo encarregado das relações internacionais de um ou de vários territórios situados na região, pode tornar-se Parte no presente Acordo, quer:

- a) Por assinatura;
- b) Por assinatura sujeita a ratificação, seguida desta;
- c) Por adesão.

Os Governos não podem sujeitar a sua assinatura, ratificação ou adesão a nenhuma reserva.

2. O presente Acordo, cujo texto o Conselho da Organização aprovou em 26 de Novembro de 1955, está aberto à assinatura até 30 de Junho de 1956, ou até à data da sua entrada em vigor, em conformidade com as disposições do parágrafo 1 do artigo XI, se esta data for posterior. O director-geral da Organização informará imediatamente todos os Governos signatários da assinatura do Acordo por outro Governo. A ratificação efectuar-se-á pelo depósito do instrumento de ratificação junto do director-geral da Organização e será efectiva a partir da data desse depósito.

3. O presente Acordo está aberto à adesão a partir de 1 de Julho de 1956, ou a contar da data da sua entrada em vigor, em conformidade com as disposições do parágrafo 1 do artigo XI, se esta data for posterior. A adesão efectuar-se-á pelo depósito de um instrumento de adesão junto do director-geral da Organização e será efectiva a partir da data desse depósito.

4. O director-geral da Organização informará imediatamente todos os Governos signatários e aderentes do depósito de um instrumento de ratificação ou de adesão.

ARTIGO XI

Entrada em vigor

1. O presente Acordo entrará em vigor quando três Estados dele se tornem Partes, quer por assinatura, quer por assinatura sujeita a ratificação seguida desta.

2. O director-geral da Organização informará todos os Estados signatários da data em que o presente Acordo entrar em vigor.

ARTIGO XII

Denúncia e suspensão

1. Cada um dos Estados Contratantes pode em qualquer momento, decorrido um ano, a contar da data em que se tornou Parte no Acordo, ou, se o Acordo só entrou em vigor em data ulterior, a contar desta última, denunciar o presente Acordo por notificação dirigida ao director-geral da Organização, que disso informará imediatamente todos os Estados signatários ou aderentes.

2. A denúncia só terá efeito decorrido um ano depois da data em que o director-geral da Organização dela tiver recebido notificação.

3. O presente Acordo expira automaticamente no caso de o número das Partes se reduzir a menos de três, em consequência de denúncias.

ANEXO A

Lista das doenças e inimigos dos vegetais
ainda não estabelecidos
na região do Sudeste da Ásia e do Pacífico

Cacaueiro (*Theobroma cacao*)

	Distribuição conhecida
<i>Sahlbergella singularis</i> Hagl. (Percevejo do cacau)	África Ocidental e Congo Belga.
<i>Distantiella theobroma</i> Dist (Capsídio)	África Ocidental e Congo Belga.
<i>Monilia roseri</i> Cif. (Podridão do fruto)	América do Sul.
<i>Maramia perniciosus</i> Stahel (Vassoura de bruxa)	Antilhas e América do Sul.
<i>Trachysphera fructigena</i> Tabord e Bunting (Podridão do fruto) . . .	África.
Vírus <i>Swollen shoot</i>	África Ocidental.
Doenças de vírus	Trindade.

Citrinos (*Citrus* spp.)

<i>Anastrepha</i> spp., especialmente <i>A. ludens</i> (Loew.) (Mosca mexicana dos frutos)	América Central.
<i>Deuterophoma tracheiphila</i> Petri (Mal seco)	Bacia mediterrânica.

Coqueiro (*Cocos nucifera*)

<i>Pachymerus nucleorum</i> (F.) (Bruchídeo)	Novo Mundo.
<i>Theraptus</i> sp. (Coreídeo)	África Oriental e Zanzibar.
<i>Aphelenoides cocophilus</i> (Gobb.) Goodey (Anel vermelho do coqueiro)	Antilhas.

Café (*Coffea* spp.)

<i>Antestia</i> spp. (Pentatomídeo) . . .	África.
<i>Leucoptera coffeella</i> (Guer.) (Broca branca do café)	Novo Mundo e África.
<i>Planococcus Kenyas</i> (Le Pelley) (Cobonilha farinosa)	África Oriental e África Ocidental.

- Omphalia flavida* Maubl. e Rangel
(Mancha foliar do café) México, Estados Unidos da América, Antilhas, América Central e América do Sul.

- Trachysphaera fructigena* Tabord e
Bunting (Mildio do café) África.

Algodoeiro (*Gossypium* spp.)

- Anthonomus grandis* Boh. (Gorgulho da cápsula) Antilhas, México, América Central, Venezuela e Estados Unidos da América.
- Anthonomus* spp. (Gorgulho da Cápsula) Novo Mundo.
- Diparopsis* spp. (Lagarta vermelha da cápsula) África.
- Phymatotrichum omnivorum* (Shear) Duggar (Doença do Texas) . . . México e Estados Unidos da América.
- Vírus (Frisado das folhas) África.

Hévea (*Hevea brasiliensis*)

- Dothidella ulei* (Murchidão sul-americana das folhas) México, América Central, Trindade e América do Sul.
- Pellicularia filamentosa* (Pat.) Rogers (Mancha concêntrica da folha) América Central e América do Sul.

Milho (*Zea mays*)

- Diatraea* spp. (Lagarta do colmo) Sul dos Estados Unidos, México, Antilhas, América Central e América do Sul.
- Pachymerus lacerdae* (Chevr.) (Brugem) África, México, Estados Unidos da América, América Central, Antilhas e América do Sul.

Palmeira de óleo (*Elaeis guineensis*)

- Pachymerus lacerdae* (Chevr.) (Bruchídeo) Nigéria.
- Pachymerus nucleorum* (F.) (Bruchídeo) Novo Mundo.
- Pimelephila ghesquierii* Tams. (Piraldio) África Ocidental.
- Fusarium oxysporum* (Fusariose) África Ocidental.

Batatas (*Solanum tuberosum*)

- Leptinotarsa decemlineata* Say (Escaravelho americano) Novo Mundo e Europa.
- Corynebacterium sepedonicum* (Podridão do anel vascular) Novo Mundo e Europa.

Arroz (*Oryza sativa*)

- Diatraea* spp. (Lagarta do colmo) Sul dos Estados Unidos, México, Antilhas, América Central e América do Sul.
- Mormidea* spp., especialmente *M. Poecila* Dall (Pentatomídeo) . . . América Central e América do Sul.
- Vírus Japão.

Cana-do-açúcar (*Saccharum* spp.)

- Diatraea* spp., especialmente *D. sacchara* (F.) (Lagarta do colmo) . . Sul dos Estados Unidos, México, Antilhas, América Central e América do Sul.
- Dermolepida* spp. (Lagarta branca) Queensland.
- Clemora smithi* (Arr.) (Lagarta branca) Ilha Maurícia.

Batata doce (*Ipomaea batatas*)

- Vírus (Suberificação interna) . . . Estados Unidos.

(Esta lista é provisória e está sujeita a revisão pelo Comité regional).

ANEXO B

Medidas destinadas a impedir que se introduza na Região a «*Dothidella ulei*»

1. No presente anexo:

a) A expressão «América tropical» designa a parte do continente americano, incluindo as ilhas adjacentes, delimitada pelo trópico de Capricórnio (23°,5 de latitude sul) e pelo trópico de Câncer (23°,5 de latitude norte), por um lado, e por 30° de longitude oeste e 120° de longitude oeste, por outro, assim como a parte do México situada ao norte do trópico de Câncer.

b) A expressão «autoridade competente» designa o funcionário, o serviço governamental ou qualquer outro organismo reconhecido por cada Estado Contratante como qualificado para os fins do presente anexo.

2. Cada Estado Contratante tomará as medidas legislativas necessárias para proibir a importação para o seu ou seus territórios dos vegetais do género *Hevea* provenientes de territórios situados fora da Região, a não ser que:

a) A importação se efectue para fins científicos;

b) Para cada remessa de vegetais tenha sido concedida autorização escrita pela autoridade competente do ou dos territórios importadores e que a importação satisfaça as condições especiais que a autoridade competente imponha ao conceder a referida autorização;

c) Os vegetais tenham sido, no país de origem, desinfectados e libertos de todos os vestígios do seu solo inicial, segundo método considerado satisfatório pela autoridade competente do país importador, e estejam livres de parasitas e doenças, e que cada remessa de vegetais seja acompanhada ou objecto dum certificado que ateste que se cumpriram as formalidades acima designadas e seja assinado por uma autoridade competente do país de origem;

d) Cada remessa seja dirigida e entregue à autoridade competente do território importador.

3. Cada Estado Contratante compromete-se a tomar as medidas legislativas necessárias para proibir a importação para o seu ou seus territórios dos vegetais do género *Hevea* susceptíveis de serem cultivados ou multiplicados (com exclusão das sementes) provenientes da América tropical ou de qualquer outro país onde existir a *Dothidella ulei*, a não ser que, sem prejuízo da observância das disposições do parágrafo 2 do presente anexo, esses vegetais tenham sido cultivados durante um período suficiente numa estação de quarentena vegetal para a hévea, num local aprovado pela autoridade competente do território importador e situado fora da Região e fora da América tropical ou de qualquer outro país onde existir a *Dothidella ulei*, e que cada remessa dos ditos vegetais seja acompanhada ou objecto dum certificado assinado pelo director da referida estação de quarentena que ateste que as formalidades acima designadas se cumpriram.

4. Cada Estado Contratante compromete-se a tomar as medidas legislativas necessárias para impedir a importação para o seu ou seus territórios das sementes de qualquer vegetal do género *Hevea* provenientes da América tropical ou de qualquer outro país onde existir a *Dothidella ulei*, a não ser que, sem prejuízo da observância das disposições do parágrafo 2 do presente anexo, as referidas sementes tenham sido colo-

cadras noutras embalagens e recipientes, depois de terem sido examinadas e submetidas a nova desinfecção num local aprovado pela autoridade competente do território importador e situado fora da Região e fora da América tropical ou de qualquer outro país onde existir a *Dothidella ulei*, e a não ser que cada remessa de sementes seja acompanhada ou objecto dum certificado que ateste que as referidas formalidades se cumpriram e seja assinado por um funcionário responsável por essas operações.

5. Cada Estado Contratante tomará as medidas legislativas necessárias para impedir a importação para o seu ou seus territórios dos vegetais do género *Hevea* não susceptíveis de serem cultivados ou multiplicados (tais como espécimes frescos ou espécimes de herbários, a não ser que, sem prejuízo da observância das disposições das alíneas a), b) e d) do parágrafo 2 do presente anexo, a autoridade competente do território importador tenha obtido a garantia de que esses vegetais são necessários para fins especiais e legítimos e que os ditos vegetais tenham sido esterilizados no país de origem segundo método considerado satisfatório pela referida autoridade competente.

6. Cada Estado Contratante tomará as medidas legislativas necessárias para impedir a importação para o seu ou seus territórios dos vegetais, de géneros diferentes da hévea, susceptíveis de serem cultivados ou multiplicados e provenientes da América tropical ou de qualquer outro país onde existir a *Dothidella ulei* a não ser que para cada remessa de tais vegetais seja concedida autorização escrita pela autoridade competente do ou dos territórios importadores e que a importação satisfaça as condições especiais que a autoridade competente impuser ao conceder a referida autorização. onde vegetais do género *Hevea* são importados para serem cultivados ou multiplicados providenciará de modo que esses vegetais sejam cultivados sob vigilância durante um período suficiente para garantir que os referidos vegetais estão isentos de parasitas e doenças antes de serem postos em circulação.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para este efeito, assinaram o presente Acordo em nome dos seus Governos respectivos, nas datas indicadas junto às suas assinaturas.

Feito em Roma, aos vinte e sete de Fevereiro de mil novecentos e cinquenta e seis, em dois exemplares, nas línguas inglesa, francesa e espanhola, fazendo igualmente fé cada um dos textos. O texto do presente Acordo será autenticado pelo presidente do Conselho da Organização e pelo director-geral da Organização. Uma vez terminado o prazo durante o qual o Acordo está aberto à assinatura, efectuada em conformidade com as disposições do parágrafo 2 do artigo x, um dos exemplares do Acordo será depositado junto do Secretário-Geral das Nações Unidas e outro nos arquivos da Organização. Outros exemplares deste texto serão certificados pelo director-geral da Organização e enviados a todos os Estados Partes no presente Acordo, com indicação da data em que tiver entrado em vigor.

Lista dos plenipotenciários que assinaram o Acordo sobre a protecção dos vegetais na região do Sudeste da Ásia e do Pacífico

Austrália:

27 de Fevereiro de 1956:

D. P. McGuire, C. B. E., Enviado extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Roma.

Ceilão:

27 de Fevereiro de 1956:

Herbert A. J. Hulugalle, Enviado extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Roma.

Reino Unido:

29 de Março de 1956 (sujeito a ratificação):

Sir Ashley Clarke, K. C. M. G., Embaixador em Roma.

Laos:

25 de Maio de 1956 (sujeito a ratificação):

Thao Leuam, Encarregado de Negócios, interino, da Alta Representação do Laos em Paris.

Países Baixos:

25 de Junho de 1956 (sujeito a ratificação):

H. N. Boon, Embaixador em Roma.

Indonésia:

28 de Junho de 1956 (sujeito a ratificação):

Dr. Sutan M. Rasjid, Embaixador em Roma.

Portugal:

2 de Julho de 1956:

António Ferro, Enviado extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Roma.

Vietname:

2 de Julho de 1956:

Dr. Tràn-Van-Dôn, Enviado extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Roma.

Índia:

2 de Julho de 1956:

John A. Thivy, Embaixador em Roma.

Aviso

Por ordem superior se faz público que, segundo comunicação da Embaixada da Bélgica em Lisboa, foi depositado nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, em 13 de Abril de 1957, o instrumento de ratificação por parte da República de S. Salvador dos seguintes actos internacionais, assinados em Bruxelas em 11 de Julho de 1952:

- 1) Convenção Postal Universal, protocolo final e anexos, regulamento de execução e anexos, disposições relativas à correspondência-avião, protocolo final e anexos;
- 2) Acordo relativo às encomendas postais, protocolo final, regulamento de execução e anexos;
- 3) Acordo relativo a cheques postais, regulamento de execução e anexos.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 20 de Maio de 1957.—O Director-Geral, *Ruy Teixeira Guerra*.

Aviso

Por ordem superior se faz público que, segundo comunicação da Embaixada da Bélgica em Lisboa, foi depositado nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, em 28 de Março de 1957, o instrumento de ratificação por parte da República da

Nicarágua dos seguintes actos internacionais, assinados em Bruxelas em 11 de Julho de 1952:

- 1) Convenção Postal Universal;
- 2) Acordo relativo a cartas e encomendas com valor declarado;
- 3) Acordo relativo a encomendas postais.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 20 de Maio de 1957.— O Director-Geral, *Ruy Teixeira Guerra*.

Aviso

Por ordem superior se faz público que, segundo comunicação da Embaixada da Bélgica em Lisboa, foi depositado nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, em 16 de Março de 1957, o instrumento de ratificação por parte da República Dominicana da Convenção Postal Universal e dos sete acordos, assinados em Bruxelas em 11 de Julho de 1952.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 20 de Maio de 1957.— O Director-Geral, *Ruy Teixeira Guerra*.

Aviso

Por ordem superior se faz público que, segundo comunicação da Embaixada da França em Lisboa, foi depositado nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da França, em 16 de Março de 1957, o instrumento de adesão por parte da República Federal da Alemanha ao Protocolo de modificação da Convenção,

assinada em Paris em 22 de Novembro de 1928, relativa às exposições internacionais, assinado, também em Paris, em 10 de Maio de 1948.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 20 de Maio de 1957.— O Director-Geral, *Ruy Teixeira Guerra*.

MINISTÉRIO DAS OBRAS PÚBLICAS

8.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Ministro das Obras Públicas, por seu despacho de 18 de Maio em curso, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPÍTULO 5.º

Direcção-Geral dos Serviços Hidráulicos

Artigo 71.º «Encargos administrativos»:

N.º 3) «Pagamento de serviços e encargos não especificados»:

Da alínea a) «Do empréstimo para obras de hidráulica agrícola» — 80.000\$00

Para a alínea b) «Despesas de representação da Direcção-Geral» + 80.000\$00

8.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 21 de Maio de 1957.— O Chefe da Repartição, *Eduardo da Cunha Seixas Navarro de Castro*.